

(a) P.L.O. recognition of Israel and renunciation of all further claims and approval by a majority vote of Palestinians living in the West Bank and Mid-East refugee camps;

(b) the legal right of Israel to investigate within the new state, in accordance with pre-established procedures, suspected breaches of neutrality and the legal right to intervene militarily if neutrality is found to be breached;

(c) a monetary settlement of all claims of displaced individuals resulting from the 1948 Arab-Israeli War to be paid out of a special Palestine Refugee Compensation Fund to which the industrialized world would contribute;

(d) pledges for sufficient aid from the industrialized world and OPEC to raise the standard of living in the new Palestine State to the level of that in Israel within 8 years, contingent upon commitment by the new state to adhere to development plans and programs established by the World Bank;

2. UN sovereignty over Jerusalem carried out by a permanent UN trusteeship comprising the United States, USSR, China, the United Kingdom, France, Saudi Arabia and Israel, the membership of which could not be changed even by the UN without the unanimous consent of trusteeship members where rules for administration would be pre-established and not thereafter changeable except by unanimous consent and policing decisions would be by majority vote of the trustees; and

3. UN sovereignty over the Golan Heights under the trusteeship of the United States, USSR, China, the United Kingdom, France, Syria and Israel with

(a) a right to Israel to reoccupy temporarily for a breach of neutrality or military threat;

(b) a monetary settlement to Syria from a specially established international compensation fund.—(*Notice of Motion No. 67*).

And debate arising thereon;

#### *Changes in Committee Membership*

Notice having been filed with the Clerk of the House pursuant to Standing Order 69(4)(b), membership of Committees was amended as follows:

Mr. McGrath for Mr. Crombie on the Standing Committee on Labour, Manpower and Immigration.

Messrs. Thomson and Blenkarn for Messrs. Blenkarn and Crosby (Halifax West) on the Standing Committee on Finance, Trade and Economic Affairs.

Messrs. Korchinski and Hawkes for Messrs. Hawkes and McGrath on the Standing Committee on Health, Welfare and Social Affairs.

a) Reconnaissance d'Israël par l'OLP, renonciation par celle-ci à toute autre revendication et approbation par un vote majoritaire des Palestiniens vivant sur la Rive ouest et dans les camps de réfugiés du Moyen-Orient;

b) Droit légal pour Israël d'enquêter à l'intérieur du nouvel état, en conformité de procédures pré-établies, sur des violations possibles de la neutralité et droit légal d'intervention militaire en cas de violation de la neutralité;

c) Règlement monétaire de toutes les revendications de personnes déplacées à la suite du conflit israélo-arabe de 1948, grâce à un Fonds spécial d'indemnisation des réfugiés palestiniens auquel contribuerait le monde industrialisé;

d) Promesse, par le monde industrialisé et l'OPEP, d'accorder suffisamment d'aide au nouvel état palestinien pour qu'il atteigne au-deça de huit ans, le même niveau de vie qu'Israël à condition que le nouvel état adhère aux plans et aux programmes de développement de la Banque mondiale;

2. Souveraineté des Nations Unies sur Jérusalem par le biais d'une tutelle permanente des Nations Unies assurée par les États-Unis, l'U.R.S.S., la Chine, le Royaume-Uni, la France, l'Arabie Saoudite et Israël, dont la composition ne pourrait être changée même par les Nations Unies, sans le consentement unanime des pays tuteurs, dont les règles d'administration seraient établies d'avance et ne pourraient plus être modifiées sans assentiment unanime et dont les décisions en matière de surveillance seraient prises par la majorité des pays tuteurs; et

3. Souveraineté des Nations Unies sur les Hauteurs du Golan sous la tutelle des États-Unis, de l'U.R.S.S., de la Chine, du Royaume-Uni, de la France, de la Syrie et d'Israël, accompagnée

a) du droit pour Israël de les réoccuper temporairement à la suite d'une violation de la neutralité ou d'une menace militaire,

b) d'un règlement monétaire versé à la Syrie par un fonds international d'indemnisation créé spécialement à cette fin.—(*Avis de motion n° 67*).

Il s'élève un débat;

#### *Modifications de la composition des comités*

Avis ayant été communiqué au Greffier de la Chambre des communes suivant les dispositions de l'article 69(4)(b) du Règlement, la liste des membres des comités est modifiée, ainsi qu'il suit:

M. McGrath en remplacement de M. Crombie sur la liste des membres du Comité permanent du travail, de la main-d'œuvre et de l'immigration.

MM. Thomson et Blenkarn en remplacement de MM. Blenkarn et Crosby (Halifax-Ouest) sur la liste des membres du Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques.

MM. Korchinski et Hawkes en remplacement de MM. Hawkes et McGrath sur la liste des membres du Comité